

# Journal officiel

## de l'Union européenne

# C 239

50<sup>e</sup> annéeÉdition  
de langue française

## Communications et informations

11 octobre 2007

<u>Numéro d'information</u>	Sommaire	Page
	II <i>Communications</i>	
	COMMUNICATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS ET ORGANES DE L'UNION EUROPÉENNE	
	<b>Commission</b>	
2007/C 239/01	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire COMP/M.4877 — Groupama/Nuova Tirrena) <sup>(1)</sup>	1
	IV <i>Informations</i>	
	INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS ET ORGANES DE L'UNION EUROPÉENNE	
	<b>Commission</b>	
2007/C 239/02	Taux de change de l'euro .....	2
	INFORMATIONS PROVENANT DES ÉTATS MEMBRES	
2007/C 239/03	Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 95/16/CE du Parlement européen et du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux ascenseurs <sup>(1)</sup> .....	3
2007/C 239/04	Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 2204/2002 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État à l'emploi <sup>(1)</sup> .....	6



<u>Numéro d'information</u>	Sommaire ( <i>suite</i> )	<i>Page</i>
2007/C 239/05	Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 1628/2006 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides nationales à l'investissement à finalité régionale <sup>(1)</sup> .....	8
2007/C 239/06	Informations communiquées par les États membres relatives aux aides d'État accordées au titre du règlement (CE) n° 68/2001 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides à la formation <sup>(1)</sup> .....	10

---

V    *Avis*

PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE CONCURRENCE

**Commission**

2007/C 239/07	Aide d'État — Espagne — Aide d'État C 20/07 (ex NN 31/07) — Pickman — Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE <sup>(1)</sup> .....	12
---------------	---	----

---

**Rectificatifs**

2007/C 239/08	Rectificatif à l'appel de propositions: service d'appui en faveur des entreprises et de l'innovation ( <i>JO C 227 du 27.9.2007</i> ) .....	18
2007/C 239/09	Rectificatif à l'appel de propositions LIFE+ pour 2007 ( <i>JO C 232 du 4.10.2007</i> ) .....	18




---

<sup>(1)</sup> Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

## II

*(Communications)*COMMUNICATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS ET ORGANES DE  
L'UNION EUROPÉENNE

## COMMISSION

**Non-opposition à une concentration notifiée**  
**(Affaire COMP/M.4877 — Groupama/Nuova Tirrena)****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

(2007/C 239/01)

Le 17 septembre 2007, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision est basée sur l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil. Le texte intégral de la décision est disponible seulement en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il puisse contenir. Il sera disponible:

- dans la section «concurrence» du site Internet Europa (<http://ec.europa.eu/comm/competition/mergers/cases/>). Ce site Internet propose plusieurs outils pour aider à localiser des décisions de concentrations individuelles, tel qu'un index par société, par numéro de cas, par date et par secteur d'activité,
  - en support électronique sur le site Internet EUR-Lex sous le numéro de document 32007M4877. EUR-Lex est l'accès en ligne au droit communautaire (<http://eur-lex.europa.eu>).
-

## IV

(Informations)

INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS ET  
ORGANES DE L'UNION EUROPÉENNE

## COMMISSION

Taux de change de l'euro <sup>(1)</sup>

10 octobre 2007

(2007/C 239/02)

1 euro =

Monnaie	Taux de change	Monnaie	Taux de change		
USD	dollar des États-Unis	1,4146	RON	leu roumain	3,327
JPY	yen japonais	166,05	SKK	couronne slovaque	33,582
DKK	couronne danoise	7,4517	TRY	lire turque	1,6782
GBP	livre sterling	0,6926	AUD	dollar australien	1,5757
SEK	couronne suédoise	9,1532	CAD	dollar canadien	1,388
CHF	franc suisse	1,672	HKD	dollar de Hong Kong	10,9729
ISK	couronne islandaise	85,62	NZD	dollar néo-zélandais	1,8558
NOK	couronne norvégienne	7,697	SGD	dollar de Singapour	2,0725
BGN	lev bulgare	1,9558	KRW	won sud-coréen	1 296,13
CYP	livre chypriote	0,5842	ZAR	rand sud-africain	9,6835
CZK	couronne tchèque	27,49	CNY	yuan ren-min-bi chinois	10,6258
EEK	couronne estonienne	15,6466	HRK	kuna croate	7,3143
HUF	forint hongrois	249,68	IDR	rupiah indonésien	12 837,5
LTL	litas lituanien	3,4528	MYR	ringgit malais	4,7736
LVL	lats letton	0,7036	PHP	peso philippin	62,242
MTL	lire maltaise	0,4293	RUB	rouble russe	35,296
PLN	zloty polonais	3,7465	THB	baht thaïlandais	44,489

<sup>(1)</sup> Source: taux de change de référence publié par la Banque centrale européenne.

## INFORMATIONS PROVENANT DES ÉTATS MEMBRES

**Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 95/16/CE du Parlement européen et du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux ascenseurs**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

*(Publication des titres et des références des normes harmonisées au titre de la directive)*

(2007/C 239/03)

OEN <sup>(1)</sup>	Référence et titre de la norme harmonisée (et document de référence)	Première publication JO	Référence de la norme remplacée	Date de cessation de la présomption de conformité de la norme remplacée (Note 1)
CEN	EN 81-1:1998 Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs — Partie 1: Ascenseurs électriques	31.3.1999	—	
	EN 81-1:1998/A2:2004	6.8.2005	Note 3	Date dépassée (6.8.2005)
	EN 81-1:1998/A1:2005	2.8.2006	Note 3	Date dépassée (2.8.2006)
	EN 81-1:1998/AC:1999			
CEN	EN 81-2:1998 Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs — Partie 2: Ascenseurs hydrauliques	31.3.1999	—	
	EN 81-2:1998/A2:2004	6.8.2005	Note 3	Date dépassée (6.8.2005)
	EN 81-2:1998/A1:2005	2.8.2006	Note 3	Date dépassée (2.8.2006)
	EN 81-2:1998/AC:1999			
CEN	EN 81-28:2003 Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs — Élévateurs pour le transport de personnes et d'objets — Partie 28: Tél- alarme pour ascenseurs et ascenseurs de charge	10.2.2004	—	
CEN	EN 81-58:2003 Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs — Examen et essais — Partie 58: Essais de résistance au feu des portes palières	10.2.2004	—	

OEN <sup>(1)</sup>	Référence et titre de la norme harmonisée (et document de référence)	Première publication JO	Référence de la norme remplacée	Date de cessation de la présomption de conformité de la norme remplacée (Note 1)
CEN	EN 81-70:2003 Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs — Applications particulières pour les ascenseurs et ascenseurs de charge — Partie 70: Accessibilité aux ascenseurs pour toutes les personnes y compris les personnes avec handicap	6.8.2005	—	
	EN 81-70:2003/A1:2004	6.8.2005		
CEN	EN 81-71:2005+A1:2006 Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs — Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge — Partie 71: Ascenseurs résistant aux actes de vandalisme	Ceci est la première publica- tion	—	
	EN 81-71:2005+A1:2006	Ceci est la première publica- tion	Note 3	La date de cette publication
CEN	EN 81-72:2003 Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs — Applications particulières pour les ascenseurs et ascenseurs de charge — Partie 72: Ascenseurs pompiers	10.2.2004	—	
CEN	EN 81-73:2005 Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs — Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge — Partie 73: Fonctionnement des ascenseurs en cas d'incendie	2.8.2006	—	
CEN	EN 12016:2004 Compatibilité électromagnétique — Norme famille de produits pour ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants — Immunité	6.8.2005	EN 12016:1998	Date dépassée (30.6.2006)
CEN	EN 12385-3:2004 Câbles en acier — Sécurité — Partie 3: Informations pour l'utilisation et la maintenance	Ceci est la première publica- tion	—	
CEN	EN 12385-5:2002 Câbles en acier — Sécurité — Partie 5: Câbles à torons pour ascenseurs	6.8.2005	—	
	EN 12385-5:2002/AC:2005			
CEN	EN 13015:2001 Maintenance pour les ascenseurs et les escaliers mécaniques — Règles pour les instructions de maintenance	10.2.2004	—	
CEN	EN 13411-7:2006 Terminaisons pour câbles en acier — Sécurité — Partie 7: Boîte à coin symétrique	13.12.2006	—	

<sup>(1)</sup> OEN: Organisme européen de normalisation:

— CEN: rue de Stassart 36, B-1050 Bruxelles, tél. (32-2) 550 08 11; fax (32-2) 550 08 19 (<http://www.cen.be>)

— CENELEC: rue de Stassart 35, B-1050 Bruxelles, tél. (32-2) 519 68 71; fax (32-2) 519 69 19 (<http://www.cenelec.org>)

— ETSI: 650, route des Lucioles, F-06921 Sophia Antipolis, tél. (33) 492 94 42 00; fax (33) 493 65 47 16 (<http://www.etsi.org>).

- Note 1 D'une façon générale, la date de la cessation de la présomption de conformité sera la date du retrait («dow») fixée par l'organisme européen de normalisation. L'attention des utilisateurs de ces normes est cependant attirée sur le fait qu'il peut en être autrement dans certains cas exceptionnels.
- Note 3 Dans le cas d'amendements, la norme de référence est EN CCCC:YYYY, ses amendements précédents le cas échéant et le nouvel amendement cité. La norme remplacée (colonne 4) est constituée dès lors de la norme EN CCCC:YYYY et de ses amendements précédents le cas échéant, mais sans le nouvel amendement cité. À la date précisée, la norme remplacée cesse de donner la présomption de conformité aux exigences essentielles de la directive.

AVERTISSEMENT:

- Toute information relative à la disponibilité des normes peut être obtenue soit auprès des organismes européens de normalisation, soit auprès des organismes nationaux de normalisation, dont la liste figure en annexe de la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil <sup>(1)</sup>, modifiée par la directive 98/48/CE <sup>(2)</sup>.
- La publication des références dans le *Journal officiel de l'Union européenne* n'implique pas que les normes soient disponibles dans toutes les langues communautaires.
- Cette liste remplace les listes précédentes publiées au *Journal officiel de l'Union européenne*. La Commission assure la mise à jour de la présente liste.

Pour de plus amples informations voir:

<http://europa.eu.int/comm/enterprise/newapproach/standardization/harmstds>

---

<sup>(1)</sup> JOL 204 du 21.7.1998, p. 37.

<sup>(2)</sup> JOL 217 du 5.8.1998, p. 18.

**Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 2204/2002 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État à l'emploi**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2007/C 239/04)

Aide n°	XE 21/07
État membre	Hongrie
Région	Érintett régiók
Intitulé du régime d'aides	Foglalkoztatási támogatás a Kutatási és Technológiai Innovációs Alapból
Base juridique	146/2007. (VI. 26.) Korm. rendelet a Kutatási és Technológiai Innovációs Alapból nyújtott állami támogatások szabályairól 2003. évi XC. törvény a Kutatási és Technológiai Innovációs Alapról 133/2004. (IV. 29.) Korm. rendelet a Kutatási és Technológiai Innovációs Alap kezeléséről és felhasználásáról
Budget	Dépenses annuelles prévues: 900 Mio HUF; montant global de l'aide prévue: —
Intensité maximale des aides	En conformité avec l'article 4, paragraphes 2 à 5, et les articles 5 et 6 du règlement
Date de mise en œuvre	4.7.2007
Durée du régime d'aides	30.6.2008
Objectif de l'aide	Art. 4 Création d'emplois; Art. 5 Embauche de travailleurs défavorisés et handicapés; Art. 6 Emploi de travailleurs handicapés
Secteurs économiques	Tous les secteurs communautaires <sup>(1)</sup> pouvant bénéficier des aides à l'emploi
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Gazdasági és Közlekedési Minisztérium Honvéd u. 13-15. H-1055 Budapest

(<sup>1</sup>) À l'exception du secteur de la construction navale et des autres secteurs faisant l'objet de règles spécifiques dans les règlements ou directives régissant l'ensemble des aides d'État dont ils bénéficient respectivement.

Aide n°	XE 25/07
État membre	Espagne
Région	Asturias
Intitulé du régime d'aides	Subvenciones a las Unidades de Apoyo a la Actividad Profesional de los Centros Especiales de Empleo
Base juridique	Real Decreto n° 469/2006, de 21 de abril (B.O.E. de 22 de abril), por el que se regulan las Unidades de Apoyo a la Actividad Profesional en el marco de los Servicios de Ajuste Personal y Social de los Centros Especiales de Empleo; bases reguladoras de la concesión de subvenciones a las Unidades de Apoyo a la Actividad Profesional de los Centros Especiales de Empleo aprobadas por Resolución del Servicio Público de Empleo del Principado de Asturias de 2 de agosto de 2007
Budget	Dépenses annuelles prévues: 0,56 Mio EUR; montant global de l'aide prévue: —
Intensité maximale des aides	En conformité avec l'article 4, paragraphes 2 à 5, et les articles 5 et 6 du règlement



Date de mise en œuvre	1.10.2007
Durée du régime d'aides	30.9.2008
Objectif de l'aide	Art. 6 Emploi de travailleurs handicapés
Secteurs économiques	Tous les secteurs communautaires <sup>(1)</sup> pouvant bénéficier des aides à l'emploi
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Servicio Público de Empleo del Principado de Asturias Plaza de España, 1, planta baja E-33007 Oviedo (Asturias)

<sup>(1)</sup> À l'exception du secteur de la construction navale et des autres secteurs faisant l'objet de règles spécifiques dans les règlements ou directives régissant l'ensemble des aides d'État dont ils bénéficient respectivement.

Aide n°	XE 27/07
État membre	Allemagne
Région	Freistaat Sachsen
Intitulé du régime d'aides	Richtlinie des Sächsischen Staatsministeriums für Soziales und des Sächsischen Staatsministeriums für Umwelt und Landwirtschaft zur Förderung von aus dem Europäischen Sozialfonds mitfinanzierten Vorhaben der Förderperiode 2007-2013 (ESF-Richtlinie SMS/SMUL) vom 31. Juli 2007 (SächsABl. 33/2007 S. 1095)
Base juridique	Landeshaushaltsordnung (SäHO) Operationelles Programm des Freistaates Sachsen für den Europäischen Sozialfonds (ESF) in der Förderperiode 2007 bis 2013
Budget	Dépenses annuelles prévues: 2,4 Mio EUR; montant global de l'aide prévue: —
Intensité maximale des aides	En conformité avec l'article 4, paragraphes 2 à 5, et les articles 5 et 6 du règlement
Date de mise en œuvre	17.8.2007
Durée du régime d'aides	31.12.2013
Objectif de l'aide	Art. 4 Création d'emplois; Art. 5 Embauche de travailleurs défavorisés et handicapés; Art. 6 Emploi de travailleurs handicapés
Secteurs économiques	Tous les secteurs communautaires <sup>(1)</sup> pouvant bénéficier des aides à l'emploi
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Sächsische Aufbaubank — Förderbank (SAB) Pirnaische Straße 9 D-01069 Dresden

<sup>(1)</sup> À l'exception du secteur de la construction navale et des autres secteurs faisant l'objet de règles spécifiques dans les règlements ou directives régissant l'ensemble des aides d'État dont ils bénéficient respectivement.

**Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 1628/2006 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides nationales à l'investissement à finalité régionale**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2007/C 239/05)

Aide n°	XR 20/07
État membre	Lettonie
Région	Article 87(3)(a): Liepājas speciālā ekonomiskā zona Rēzeknes speciālā ekonomiskā zona Ventspils brīvosta Rīgas brīvosta
Intitulé du régime d'aides ou nom de l'entreprise bénéficiaire du complément d'aide ad hoc	Nodokļu piemērošana brīvostās un speciālajās ekonomiskajās zonās
Base juridique	Likums "Par nodokļu piemērošanu brīvostās un speciālajās ekonomiskajās zonās" (ar grozījumiem, kas izdarīti ar 2006. gada 19. decembra likumu)
Type de la mesure	Régime
Dépenses annuelles prévues	7,1 Mio EUR
Intensité maximale des aides	50 % En conformité avec l'article 4 du règlement
Date de mise en œuvre	1.1.2007
Durée	31.12.2013
Secteurs économiques	Tous les secteurs pouvant bénéficier d'aides régionales à l'investissement
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Valsts ieņēmumu dienesta reģionālās iestādes un attiecīgās pašvaldības
L'adresse internet de la publication du régime d'aides	www.fm.gov.lv
Autres informations	—
Aide n°	XR 111/07
État membre	République tchèque
Région	87(3)(a)
Intitulé du régime d'aides ou nom de l'entreprise bénéficiaire du complément d'aide ad hoc	Operační program Podnikání a inovace 2007–2013 Podprogram Ekoenergie Výzva I

Base juridique	Zákon č. 47/2002 Sb., o podpoře malého a středního podnikání Zákon č. 218/2000 Sb., o rozpočtových pravidlech a o změně některých souvisejících zákonů
Type de la mesure	Régime
Dépenses annuelles prévues	850 Mio CZK
Intensité maximale des aides	40 % En conformité avec l'article 4 du règlement
Date de mise en œuvre	1.6.2007
Durée	30.9.2010
Secteurs économiques	Tous les secteurs pouvant bénéficier d'aides régionales à l'investissement
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Ministerstvo průmyslu a obchodu České republiky Na Františku 32 CZ-110 15 Praha 1 (420) 224 85 11 11 posta@mpo.cz
L'adresse internet de la publication du régime d'aides	www.mpo.cz
Autres informations	—

**Informations communiquées par les États membres relatives aux aides d'État accordées au titre du règlement (CE) n° 68/2001 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides à la formation**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2007/C 239/06)

Aide n°	XT 72/07
État membre	Hongrie
Région	Érintett régiók
Intitulé du régime d'aides ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle	Foglalkoztatási támogatás a Kutatási és Technológiai Innovációs Alapból
Base juridique	146/2007. (VI. 26.) Korm. rendelet a Kutatási és Technológiai Innovációs Alapból nyújtott állami támogatások szabályairól 2003. évi XC. törvény a Kutatási és Technológiai Innovációs Alapról 133/2004. (IV. 29.) Korm. rendelet a Kutatási és Technológiai Innovációs Alap kezeléséről és felhasználásáról
Type de la mesure	Régime
Budget	Dépenses annuelles prévues: 200 Mio HUF; montant global de l'aide prévue: —
Intensité maximale des aides	En conformité avec l'article 4, paragraphes 2 à 7, du règlement
Date de mise en œuvre	4.7.2007
Durée	30.6.2008
Objectif	Formation générale; formation spécifique
Secteurs économiques	Tous les secteurs pouvant bénéficier d'aides à la formation
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Gazdasági és Közlekedési Minisztérium Honvéd u. 13-15. H-1055 Budapest

Aide n°	XT 89/07
État membre	Allemagne
Région	Freistaat Sachsen
Intitulé du régime d'aides ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle	Richtlinie des Sächsischen Staatsministeriums für Soziales und des Sächsischen Staatsministeriums für Umwelt und Landwirtschaft zur Förderung von aus dem Europäischen Sozialfonds mitfinanzierten Vorhaben der Förderperiode 2007-2013 (ESF-Richtlinie SMS/SMUL) vom 31. Juli 2007 (SächsABl. 33/2007 S. 1095)
Base juridique	Landeshaushaltsordnung (SäHO) Operationelles Programm des Freistaates Sachsen für den Europäischen Sozialfonds (ESF) in der Förderperiode 2007 bis 2013
Type de la mesure	Régime
Budget	Dépenses annuelles prévues: 2 Mio EUR; montant global de l'aide prévue: —
Intensité maximale des aides	En conformité avec l'article 4, paragraphes 2 à 7, du règlement

Date de mise en œuvre	17.8.2007
Durée	31.12.2013
Objectif	Formation générale; formation spécifique
Secteurs économiques	Tous les secteurs pouvant bénéficier d'aides à la formation
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Sächsische Aufbaubank — Förderbank (SAB) Pirnaische Straße 9 D-01069 Dresden

## V

(Avis)

PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE  
CONCURRENCE

## COMMISSION

## AIDE D'ÉTAT — ESPAGNE

## Aide d'État C 20/07 (ex NN 31/07) — Pickman

## Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2007/C 239/07)

Par la lettre du 27 juin 2007 reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à l'Espagne sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE à l'égard de l'aide susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur l'aide à l'égard de laquelle la Commission ouvre la procédure, dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne  
Direction générale de la concurrence  
Greffé des aides d'État  
Rue de la Loi, 200  
B-1049 Bruxelles  
Fax (32-2) 296 12 42

Ces observations seront communiquées à l'Espagne. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente les observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

## RÉSUMÉ

## PROCÉDURE

Par lettre enregistrée le 5 avril 2006, la Commission a reçu une plainte d'un concurrent concernant une mesure d'aide alléguée en faveur de Pickman La Cartuja de Sevilla S.A. («Pickman»). La Commission a demandé des renseignements complémentaires par lettres du 12 avril 2006 et du 12 février 2007, auxquelles l'Espagne a répondu par lettres enregistrées les 7 juin 2006, 30 août 2006 et 18 avril 2007.

## DESCRIPTION

«Pickman, La Cartuja de Sevilla, S.A.» («Pickman») est un fabricant de vaisselle et de porcelaine établi à Séville depuis 1841. Traditionnellement, l'entreprise se consacre à la production et à la vente au détail de produits artisanaux de qualité.

Elle a récemment diversifié ses activités pour y inclure la fabrication de cadeaux d'entreprise et de vaisselle pour le secteur de l'hôtellerie et de la restauration. Pickman, dont le chiffre d'affaires atteignait 4,28 millions EUR en 2005, emploie actuellement quelque 140 travailleurs.

Dans le cadre d'une procédure de cessation de paiements engagée le 29 décembre 1997, le 11 avril 2000, l'administration de la sécurité sociale a annulé 82 % de ses créances sur Pickman, qui s'élevaient à 4,02 millions EUR (ce qui représente un abandon de créances de 3,297 millions EUR). En outre, à la suite d'un jugement rendu le 28 novembre 2003 par le Tribunal Superior de Justicia de Andalucía, le holding public RUMASA S. A. a accordé une aide financière à l'entreprise sous la forme d'un prêt participatif de 4,69 millions EUR. De plus, pour soutenir l'arrivée d'un nouveau propriétaire en décembre 2003, le

2 mars 2004, le gouvernement régional d'Andalousie (Junta de Andalucía) a octroyé à Pickman deux crédits, l'un de 0,855 million EUR et l'autre de 1,013 million EUR, sous la forme de prêts participatifs. Le même jour, la Junta de Andalucía a également accordé deux subventions à l'entreprise, respectivement de 1,8 million EUR et de 0,793 million EUR. Enfin, le 13 décembre 2005, la Junta de Andalucía a fourni à Pickman une garantie de 1,3 million EUR pour couvrir 80 % d'un prêt de 1,625 million EUR négocié par l'entreprise avec une banque privée.

### APPRÉCIATION

La Commission est d'avis que le comportement de RUMASA est conforme à celui d'un hypothétique investisseur en économie de marché agissant dans des circonstances similaires. En particulier, elle estime que RUMASA a tenté de réduire l'incidence financière du jugement rendu par le Tribunal Superior de Justicia de Andalucía, qui condamnait l'entreprise à réintégrer les salariés licenciés par l'ancien propriétaire de Pickman et à acquitter les dettes dues à la sécurité sociale et aux autorités fiscales. C'est pourquoi la Commission conclut que le financement accordé par RUMASA ne constitue pas une aide d'État.

Pour ce qui est des autres mesures soumises à son appréciation, la Commission considère qu'elles constituent des aides d'État. Elles ne semblent notamment pas correspondre au comportement d'un créancier privé agissant dans des conditions normales de marché. Bien qu'il semble que l'entreprise puisse bénéficier d'une aide conformément aux lignes directrices communautaires pour les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté, la Commission estime à ce stade que les critères de compatibilité de l'aide, tels qu'ils sont définis dans ces lignes directrices, n'ont pas été satisfaits.

### CONCLUSION

Compte tenu des doutes susmentionnés, la Commission a décidé d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE.

### TEXTE DE LA LETTRE

«Por la presente, la Comisión tiene el honor de comunicar a España que, tras haber examinado la información facilitada por sus autoridades sobre la medida indicada en el encabezamiento, ha decidido incoar el procedimiento previsto en el artículo 88, apartado 2, del Tratado CE.

### PROCEDIMIENTO

1. Por carta registrada el 5 de abril de 2006, la Comisión recibió una denuncia de un competidor sobre una supuesta medida de ayuda a favor de Pickman La Cartuja de Sevilla S.A. ("Pickman"). La Comisión pidió información adicional por cartas de 12 de abril de 2006 y 12 de febrero de 2007,

a las que España contestó por cartas registradas los días 7 de junio de 2006, 30 de agosto de 2006, y 18 de abril de 2007.

### DESCRIPCIÓN DEL BENEFICIARIO Y DE LAS MEDIDAS DE AYUDA

2. "Pickman, La Cartuja de Sevilla, S.A." ("Pickman") es un fabricante de platos y loza establecido en Sevilla desde 1841. La empresa se ha centrado tradicionalmente en la producción de productos artesanales de gama alta y en su comercialización al por menor. Recientemente, ha diversificado sus actividades en nuevos mercados, a saber los de los regalos de empresa y de la hostelería. Pickman tiene actualmente alrededor de 140 trabajadores y en 2005 su volumen de negocios fue de 4,28 millones EUR. Por lo tanto debe considerarse que es una empresa mediana <sup>(1)</sup>.

3. Según la información recibida por la Comisión, durante los últimos años Pickman ha sido objeto de las siguientes intervenciones públicas:

1) El grupo público Rumasa S.A. ("Rumasa") pasó a ser propietario al cien por cien de Pickman en 1984. El 22 de mayo de 1985, el Gobierno español autorizó tanto la venta de las acciones de Pickman a un inversor privado como la reestructuración económica y financiera de la empresa. Esta reestructuración incluía, en especial, un préstamo de Rumasa a Pickman de 2,67 millones EUR, concedido el 12 de junio de 1985, reembolsable hasta 1995. Sin embargo, a partir de cierto momento (desconocido actualmente), la empresa Pickman ya privatizada suspendió el reembolso del préstamo, dejando 1,08 millones EUR pendientes de reembolso. A principios de 2003, Rumasa interpuso una demanda judicial contra su antigua filial, que desembocó en la ejecución de una hipoteca y la recuperación de los activos (terrenos y locales) que garantizaban el préstamo <sup>(2)</sup>. Esto provocó el despido de todos los empleados de Pickman, y el cese de la actividad. Después de varias intervenciones judiciales, el 28 de noviembre de 2003 el Tribunal Superior de Justicia de Andalucía (TJSA) declaró nulos los despidos y declaró a Rumasa responsable solidaria con Pickman <sup>(3)</sup>.

<sup>(1)</sup> En el sentido de la Recomendación 2003/361/CE de la Comisión de 6 de mayo de 2003 sobre la definición de microempresas, pequeñas y medianas empresas (DO L 124 de 20.5.2003).

<sup>(2)</sup> La ejecución de las garantías de Rumasa dio lugar, con arreglo al Derecho hipotecario español, a la venta de bienes inmuebles y de maquinaria de Pickman mediante subasta pública. En ausencia de otros licitadores, Rumasa se adjudicó los activos por un precio de 0,5 millones EUR.

<sup>(3)</sup> El TSJA consideró que los activos transferidos a Rumasa (de resultados de la subasta pública) incluían los elementos necesarios y suficientes para la continuación de la actividad de Pickman. Habida cuenta de ello, el Tribunal consideró que la situación correspondía a una sucesión de actividades en el sentido de la Directiva 77/187/CEE del Consejo sobre la aproximación de las legislaciones de los Estados miembros relativas al mantenimiento de los derechos de los trabajadores en caso de traspasos de empresas, de centros de actividad o de partes de centros de actividad. Así pues, el Tribunal concluyó que Rumasa había pasado a ser el sucesor legal de Pickman. Además, el Tribunal también manifestó que, de conformidad con el artículo 44.1 del Estatuto de los Trabajadores español, el cedente (el anterior dueño de Pickman) y el cesionario (Rumasa) habían pasado a ser responsables solidarios de las eventuales indemnizaciones por despido (y salarios dejados de percibir) consecuencia del cese de las actividades de la empresa.

- 2) Tras esta sentencia, Rumasa aportó financiación a Pickman en forma de préstamo participativo <sup>(4)</sup> de 4,69 millones EUR, para cubrir las deudas de Pickman con la Seguridad Social y con la Agencia Tributaria. Rumasa también transfirió al nuevo dueño de Pickman los locales y la maquinaria de la planta, que eran de su propiedad, para poder reanudar la producción <sup>(5)</sup> (Medida 1).
- 3) Previamente, y en el contexto de un procedimiento de suspensión de pagos que la empresa había iniciado el 29 de diciembre de 1997, la administración central española había negociado la deuda de la empresa con la Seguridad Social, que ascendía a 4,02 millones EUR. A raíz de un *acuerdo singular* alcanzado el 11 de abril de 2000, la administración de la Seguridad Social condonó el 82 % de esa deuda, es decir, 3,297 millones EUR (Medida 2).
- 4) Para apoyar la llegada del nuevo dueño en diciembre 2003, el 2 de marzo de 2004 el Gobierno de la Junta de Andalucía acordó:
- subrogarse, mediante un préstamo participativo de su organismo de desarrollo, el Instituto de Fomento Andalucía (IFA), en el crédito que el anterior dueño de Pickman tenía contra la empresa. Este crédito ascendía a 0,855 millones EUR (Medida 3),
  - conceder a Pickman otro préstamo participativo de 1,013 millones EUR <sup>(6)</sup> (Medida 4),
  - conceder a Pickman una subvención de 1,8 millones EUR, con el objetivo de renovar las instalaciones y la maquinaria <sup>(7)</sup> (Medida 5),
  - conceder otra subvención de 0,793 millones EUR, con el objetivo de apoyar el empleo <sup>(8)</sup> (Medida 6).
- 5) En 2005, Pickman negoció con un banco privado un préstamo de 1,625 millones EUR, con la garantía personal del nuevo dueño. Sin embargo, el 13 de diciembre de 2005 la Junta de Andalucía decidió conceder una garantía que cubría el 80 % de ese préstamo (es decir, 1,3 millones EUR) <sup>(9)</sup> (Medida 7).

#### EVALUACIÓN DE LA MEDIDA

4. Pickman debe considerarse una "empresa en crisis" en el sentido de la sección 2.1 de las Directrices sobre ayudas estatales de salvamento y reestructuración de 2004, habida cuenta de su rendimiento durante los últimos años y de la evolución de sus coeficientes financieros. La empresa ha estado en suspensión de pagos de forma sucesiva al menos desde 1999. La contabilidad de 2004 registra unas pérdidas acumuladas de 8,9 millones EUR, que corresponden al

<sup>(4)</sup> Los préstamos participativos no generan intereses, y su amortización se realiza mediante el reembolso del 10 % de los beneficios que el deudor obtenga cada ejercicio.

<sup>(5)</sup> Rumasa vendió estos activos a un precio de 0,5 millones EUR. La mitad del importe se pagó en efectivo, y el resto se aplazó y se incluyó como parte del préstamo participativo.

<sup>(6)</sup> Para garantizar el cumplimiento de las obligaciones de la reestructuración por parte del nuevo accionista, se acordó que el IFA tendría un derecho preferencial a comprar las marcas de la empresa por un precio de 0,186 millones EUR.

<sup>(7)</sup> Pagadera del siguiente modo: 625 000 EUR en 2004; 600 000 EUR en 2005 y 575 000 EUR en 2006.

<sup>(8)</sup> Pagadera en importes iguales durante 2004, 2005 y 2006.

<sup>(9)</sup> Contra una comisión anual del 1,5 %, y con una segunda hipoteca sobre los bienes inmuebles de Pickman.

500 % del capital suscrito a finales de ese año (1,73 millones EUR). Los resultados negativos de 2005 ascendieron a 0,151 millones EUR. Según la contabilidad anual de 2004, Pickman no podría haber evitado la liquidación forzosa a no ser por las subvenciones y los préstamos.

#### 1. Existencia de ayuda estatal

5. El artículo 87, apartado 1, del Tratado CE declara incompatibles con el mercado común, en la medida en que afecten a los intercambios comerciales entre Estados miembros, las ayudas otorgadas por los Estados o mediante fondos estatales, bajo cualquier forma, que falseen o amenacen falsear la competencia, favoreciendo a determinadas empresas o producciones.
6. La Comisión observa que las medidas enumeradas en el apartado 3 implican la asignación de recursos del Estado y que son imputables a un poder público. Por lo que se refiere en particular a la medida 1, la Comisión observa que Rumasa es propiedad al 100 % de la Dirección General del Patrimonio del Estado, que forma parte del Ministerio de Economía y Hacienda español. Además, como la ayuda pública se dirige a una empresa individual, se cumple el criterio de selectividad. Asimismo, como Pickman opera en el mercado de la loza, un sector en el que existe comercio entre los Estados miembros, también se cumple el criterio de afectar al comercio en la Comunidad.
7. En estas circunstancias, hay que considerar que las subvenciones públicas mencionadas en las medidas 5 y 6 constituyen ayuda estatal en el sentido del artículo 87, apartado 1, del Tratado CE. Para determinar si el resto de medidas examinadas también constituye ayuda estatal, la Comisión debe evaluar si Rumasa y la Junta de Andalucía (incluido el IFA) actuaron de forma comparable a un inversor en una economía de mercado. También hay que evaluar si la administración de la Seguridad Social se ha comportado como un acreedor privado en una situación similar.

#### Medida 1: Financiación por Rumasa

8. Por lo que se refiere a Rumasa, las autoridades españolas afirman que esta empresa fue objeto de una sentencia del TSJA de 28 de noviembre de 2003, que la declaraba responsable solidaria con Pickman y con el anterior accionista de Pickman; que, teniendo en cuenta la situación financiera de las otras partes, Rumasa se convertía *de facto* en la destinataria preferente de la ejecución de la sentencia; que, por lo tanto, Rumasa podía optar, o bien por liquidar Pickman y enfrentarse a un coste neto del orden de 14 a 20 millones EUR (principalmente indemnizaciones por despidos) o, tal y como hizo, por llegar a un acuerdo con el nuevo accionista para transferir los activos y permitir la continuación de las actividades; que, gracias a este acuerdo, se preservó el potencial de reembolso de los créditos (Pickman se convirtió en deudor de Rumasa por la financiación recibida), se redujo sustancialmente el coste neto de la operación para Rumasa (a 4,69 millones EUR), y se protegieron los intereses financieros de esta última <sup>(10)</sup>.

<sup>(10)</sup> Concretamente, en caso de liquidación, los créditos de Rumasa tendrían preferencia sobre los del nuevo accionista.



9. La Comisión observa que es cierto que Rumasa se convirtió en la destinataria preferente de la sentencia del TSJA de 28 de noviembre de 2003, teniendo en cuenta que las otras partes solidarias difícilmente podían hacerse cargo de las obligaciones impuestas por la sentencia. Así pues, con independencia de las posibilidades hipotéticas que Rumasa tendría de repetir judicialmente contra los otros condenados solidarios, Rumasa aparecía como la única parte que debía ejecutar la sentencia de forma inmediata. Además, según la sentencia, la sucesión de empresa se atribuía únicamente a Rumasa.
10. La Comisión también observa que la posición de Rumasa a raíz de la sentencia del TSJA era la siguiente:
- condenada a readmitir a los trabajadores de Pickman, cuyo despido por el anterior accionista se había declarado ilegal, y a pagar los salarios dejados de percibir,
  - condenada a satisfacer las deudas de Pickman con la Seguridad Social y con la Agencia Tributaria.
11. El TSJA no ordenó la liquidación de la compañía. Así pues, Rumasa podía en principio continuar las actividades de Pickman. Sin embargo, esto no era más que una posibilidad teórica, puesto que, a la vista de los pobres resultados de Pickman y de su propia falta de experiencia, Rumasa nunca mostró interés alguno en hacerse con el control de la compañía. Al contrario, Rumasa se convirtió en responsable de Pickman en virtud de un fallo judicial que iba en contra de sus intereses. El TSJA tampoco obligaba a Rumasa a continuar con las actividades de Pickman. Sin embargo, en caso de cese de actividades, Rumasa debía hacerse cargo de los costes de liquidación conforme al Derecho español.
12. Habida cuenta de lo anterior, la Comisión acepta el argumento presentado por España de que Rumasa tenía, *de facto*, la opción entre:
- liquidar la empresa: dado que no se disponía de activo alguno, que la empresa estaba inactiva, y que los otros condenados solidarios carecían de medios financieros, Rumasa habría tenido que financiar la totalidad de los costes de liquidación. Estos costes consistían, sobre todo, en las indemnizaciones por despido establecidas en el Estatuto de los Trabajadores <sup>(11)</sup> (situación A),
  - o llegar a un acuerdo con el nuevo accionista de Pickman, para evitar los costes de liquidación (situación B).
- En cualquier caso, y en ambas situaciones, Rumasa debía cubrir las deudas con la Seguridad Social y la Agencia Tributaria.
13. España afirma que la situación A habría supuesto los siguientes costes:
- deudas con la Seguridad Social y con la Agencia Tributaria: 4,44 millones EUR,
  - costes ligados a la liquidación de la empresa: entre 10 millones EUR [si se calculan las liquidaciones por despido en función del coste legal del despido improcedente <sup>(12)</sup>] y 15,7 millones EUR (si se calculan según las indemnizaciones a los trabajadores de empresas públicas en situaciones similares). La Comisión considera que solamente hay que tomar como referencia la primera

cifra de 10 millones EUR como costes de indemnización por despido para el cálculo de los costes asociados a la situación A, pues no parece que un inversor que actuase en condiciones de economía de mercado tuviera incentivo alguno en efectuar pagos adicionales en el contexto de la liquidación.

La Comisión considera por lo tanto que el coste de la situación A para Rumasa habría sido de cerca de 14,44 millones EUR. Los únicos activos de Pickman que Rumasa habría conservado en esas circunstancias habrían sido los terrenos y equipamientos que se le adjudicaron en subasta pública, por un valor de 0,5 millones EUR <sup>(13)</sup>. Así pues, el coste neto de la situación A para Rumasa habría sido de 13,9 millones EUR.

14. En cambio, la situación B suponía proporcionar al nuevo dueño los terrenos y equipamientos necesarios para garantizar la continuación de las actividades. Además, Rumasa aún tenía que financiar las deudas de Pickman con la Seguridad Social y la Agencia Tributaria. Así pues, el coste neto para Pickman de la situación B era de 4,69 millones EUR [incluidas las deudas con la Seguridad Social y la Agencia Tributaria de 4,44 millones EUR, más 0,25 millones EUR que corresponden a la mitad del precio de venta de los activos al nuevo dueño <sup>(14)</sup>]. Además, esta financiación consistía en un crédito participativo que protegía hasta cierto punto la posición acreedora de Rumasa respecto a Pickman y dejaba por lo menos algunas posibilidades hipotéticas de recuperación.
15. Habida cuenta de todo lo anterior, la Comisión concluye que el comportamiento de Rumasa se ajusta al de un inversor hipotético en una economía de mercado en circunstancias similares. Es especialmente evidente que, al optar por la situación B, Rumasa intentó minimizar el impacto financiero de la sentencia del TSJA, que le condenaba a readmitir a los trabajadores despedidos por el anterior accionista, y a pagar las deudas con la Seguridad Social y la Agencia Tributaria. Por lo tanto, la Comisión concluye que la financiación por Rumasa no constituye ayuda estatal.

#### *Medida 2: Condonación de deudas por la Seguridad Social*

16. España ha alegado que la condonación de las deudas de Pickman con la Seguridad Social tuvo lugar en el contexto del procedimiento de suspensión de pagos que la empresa inició el 29 de diciembre de 1997. En este marco, Pickman llegó a un *acuerdo general* de acreedores, aprobado por los Tribunales, en virtud del cual los acreedores participantes aceptaron recibir el 5 % de sus derechos de crédito en el plazo de 75 días, más el 20 % en 17 años. Debido al carácter privilegiado de las deudas con la Seguridad Social, la Tesorería de la Seguridad Social no era parte en este acuerdo, sino que llegó a un *acuerdo singular* diferente, por el que Pickman se comprometía a pagar el 18 % de su deuda (es decir, 0,723 millones EUR) en el plazo de 8 años <sup>(15)</sup>. Según las autoridades españolas, la Seguridad Social defendía así su interés financiero haciendo uso del carácter privilegiado de sus créditos. También mejoraba sus posibilidades de reembolso, al optar por un acuerdo singular en mejores condiciones que el acuerdo general.

<sup>(13)</sup> Véase la nota 2.

<sup>(14)</sup> Véase la nota 5.

<sup>(15)</sup> Pickman reembolsó finalmente su deuda con la Seguridad Social el 27 de mayo de 2004.

<sup>(11)</sup> Real Decreto Legislativo nº 1/1995, de 24 de marzo (BOE 29.3.1995).

<sup>(12)</sup> En conformidad con el artículo 56 del Estatuto de los Trabajadores.

17. Sin embargo, en la presente fase la Comisión tiene dudas de que el comportamiento de la Tesorería de la Seguridad Social se ajuste al de un acreedor en economía de mercado en circunstancias similares. En especial, el argumento de que la Seguridad Social pretendía proteger sus intereses financieros mediante un acuerdo singular no parece concluyente, ya que no se ha proporcionado ninguna información sobre las garantías (u otros privilegios) vinculados a esos créditos. Tampoco puede confirmarse que las autoridades españolas se limitaran a una simple aplicación del derecho concursal común y evitaran toda selectividad discrecional en favor de la empresa.

18. Para alcanzar esta conclusión la Comisión observa, en especial, que:

— según el considerando II del acuerdo singular, este último no sólo tuvo en cuenta la naturaleza preferente y privilegiada de los créditos de la Seguridad Social, sino también “el interés general”. Sin embargo, este tipo de argumentos no son pertinentes para un acreedor en economía de mercado,

— el punto 5 del acuerdo menciona que “*en garantía del fiel, puntual y exacto cumplimiento de las obligaciones que Pickman asume por el presente acuerdo, se mantendrán durante su vigencia los embargos trabados por la Tesorería General de la Seguridad Social (...)*”. Esto parece indicar que la Seguridad Social estaba de hecho en poder de garantías — respecto de las cuales las autoridades españolas no han facilitado ningún detalle — que cubrían sus derechos de crédito,

— el punto 8 del acuerdo menciona que “*a la vista del sacrificio que el crédito de la Tesorería General de la Seguridad Social lleva a cabo, Pickman se compromete a (...): 1) No variar la naturaleza de la actividad industrial y empresarial que viene desempeñando con la ubicación en Sevilla; 2) Mantener el nivel de empleo actual y acorde con lo exigido y recomendado en el sector (...)*”. Sin embargo, la Comisión considera que este tipo de consideraciones de bienestar social tampoco son relevantes para un acreedor en economía de mercado.

19. Por lo tanto, sobre la base de la información de que dispone actualmente, la Comisión considera en esta fase que la condonación parcial de las deudas de Pickman con la Seguridad Social constituye ayuda estatal.

#### *Medidas 3 y 4: Préstamos participativos del IFA*

20. La Comisión considera dudoso que la manera en que la Junta de Andalucía apoyó la llegada del nuevo dueño, consistente en la inyección de 0,855 millones EUR más 1,013 millones EUR a Pickman, se ajuste al comportamiento de un inversor en economía de mercado.

21. En especial, cabe señalar que la financiación del IFA se hizo en forma de préstamos participativos, que no generan ningún interés y solamente se reembolsan a condición de que Pickman obtenga beneficios al final del ejercicio. También cabe destacar que la legislación española asimila

prácticamente estos “préstamos participativos” a los recursos propios de una empresa. La Comisión considera que el hecho de proporcionar fondos en condiciones similares a una empresa que ha experimentado reiteradas dificultades financieras y suspensiones de pagos desde por lo menos 1997 no parece coherente con el comportamiento de un inversor en economía de mercado. En especial, la decisión de financiar Pickman no parece haber tomado en consideración las pésimas perspectivas de rentabilidad de la operación y el alto riesgo de insolvencia. Por lo tanto, el equilibrio entre el riesgo y la tasa de rendimiento que el IFA podía esperar de su intervención no parece ajustarse a los estándares de una economía de mercado.

22. Por lo tanto, en esta fase la Comisión considera que las medidas 3 y 4 constituyen ayuda estatal.

#### *Medida 7: Garantía que cubre el 80 % de un préstamo bancario privado*

23. La garantía pública concedida por la Junta de Andalucía permitió a Pickman obtener un préstamo que de lo contrario, teniendo en cuenta sus dificultades financieras, no habría podido conseguir. En estas circunstancias, el punto 4 (2) de la Comunicación sobre ayudas en forma de garantía <sup>(16)</sup> presume la existencia de una ventaja, presunción que no ha sido refutada en el presente caso.

24. Por lo tanto, la Comisión considera que la Junta de Andalucía confirió una ventaja a Pickman al proporcionar una garantía que cubriría el 80 % del préstamo bancario privado, y por lo tanto que la medida 7 constituye ayuda estatal.

#### *Conclusión provisional en cuanto a la existencia de ayuda estatal*

25. Basándose en los anteriores argumentos, en la presente fase la Comisión considera que la medida 1 no constituye ayuda estatal, mientras que las medidas 2 a 7 constituyen ayuda estatal en el sentido del artículo 87, apartado 1, del Tratado CE.

#### **2. Excepciones al amparo del artículo 87, apartados 2 y 3, del Tratado CE**

26. El objetivo principal de las medidas mencionadas en el apartado 3 de la presente parece ser ayudar a una empresa en crisis. En estos casos sólo puede aplicarse, siempre que se cumplan las condiciones correspondientes, la exención del artículo 87, apartado 3, letra c), del Tratado CE, que permite autorizar las ayudas destinadas a facilitar el desarrollo de determinadas actividades económicas, siempre que no alteren las condiciones de los intercambios en forma contraria al interés común.

27. Las ayudas de salvamento y reestructuración de empresas en crisis se rigen por las Directrices comunitarias sobre ayudas estatales de salvamento y de reestructuración de empresas en crisis (“las nuevas Directrices” o “las Directrices”), que sustituyeron al texto anterior adoptado en 1999 <sup>(17)</sup> (“las Directrices de 1999”).

<sup>(16)</sup> Comunicación de 11 de marzo de 2000 relativa a la aplicación de los artículos 87 y 88 del Tratado CE a las ayudas estatales otorgadas en forma de garantía.

<sup>(17)</sup> DO C 288 de 9.10.1999, p. 2.

28. Las disposiciones transitorias de las nuevas Directrices establecen que éstas se aplicarán a la evaluación de cualquier ayuda de salvamento o reestructuración concedida sin la autorización de la Comisión (ayuda ilegal), cuando la ayuda, o una parte de ella, se haya concedido después del 1 de octubre de 2004, día de publicación de las nuevas Directrices en el *Diario Oficial de la Unión Europea* (apartado 104, primer párrafo). Por lo tanto, en el presente caso son aplicables las nuevas Directrices, pues por lo menos la garantía pública contemplada en la medida 7 se ha concedido después de su entrada en vigor (13 de diciembre de 2005).
29. En estas circunstancias, cabe la posibilidad de que Pickman obtenga ayuda de reestructuración. Sin embargo, en esta fase la Comisión considera que no se respetan los criterios de compatibilidad de la ayuda establecidos en las Directrices. En especial:
- las sucesivas ayudas han mantenido artificialmente en activo una empresa que de otro modo habría entrado en liquidación; por lo tanto, las medidas deben considerarse como ayuda al funcionamiento,
  - ninguna de las medidas examinadas puede considerarse ayuda al salvamento, puesto que han abarcado un período de varios años, se concedieron en una forma no admisible, y no se prevé un reembolso/plan de reestructuración/liquidación de la empresa en un plazo de 6 meses,
  - no se ha presentado a la Comisión ningún plan de reestructuración que especifique las medidas de reestructuración que debe emprender Pickman, ni las condiciones para la concesión de la ayuda pública,
  - a falta de un plan de reestructuración, la Comisión no está en condiciones de evaluar si la ayuda examinada restablecerá la viabilidad a largo plazo, si se limita al mínimo imprescindible, y si se evitan los falseamientos indebidos de la competencia.
30. Habida cuenta de lo anterior, y con la información de que se dispone en esta fase, la Comisión duda de que las medidas en causa sean compatibles con el mercado común como ayuda de reestructuración. Además, no parece ser de aplicación ninguna otra excepción establecida en el Tratado CE.

#### DECISIÓN

31. Habida cuenta de las consideraciones anteriores, la Comisión ha decidido iniciar el procedimiento establecido en el artículo 88, apartado 2, del Tratado CE, e insta a España a que, en el plazo de un mes a partir de la recepción de la presente, proporcione todos los documentos, información y datos necesarios para la evaluación de la compatibilidad de la ayuda. La Comisión solicita a España que remita sin demora una copia de la presente carta al beneficiario potencial de la ayuda.
32. La Comisión desea recordar a España que el artículo 88, apartado 3, del Tratado CE tiene efecto suspensorio y llama su atención sobre el artículo 14 del Reglamento (CE) n° 659/1999 del Consejo, que dispone que toda ayuda ilegal deberá ser recuperada del beneficiario.
33. Por la presente, la Comisión comunica a España que informará a los interesados mediante la publicación de la presente carta y de un resumen significativo en el *Diario Oficial de la Unión Europea*. Asimismo, informará a los interesados en los Estados miembros de la AELC signatarios del Acuerdo EEE mediante la publicación de una comunicación en el suplemento EEE del Diario Oficial, y al Órgano de Vigilancia de la AELC mediante copia de la presente. Se invitará a todos los interesados mencionados a presentar sus observaciones en un plazo de un mes a partir de la fecha de publicación de la presente.»

**RECTIFICATIFS****Rectificatif à l'appel de propositions: service d'appui en faveur des entreprises et de l'innovation**

(«Journal officiel de l'Union européenne» C 227 du 27 septembre 2007)

(2007/C 239/08)

Page 11, au point 3 «Financement», premier alinéa, deuxième ligne:

au lieu de: **«6,8 millions EUR pour la période 2008 à 2013»,**

lire: **«6,8 millions EUR pour la période 2008 à 2010».**

---

**Rectificatif à l'appel de propositions LIFE+ pour 2007**

(«Journal officiel de l'Union européenne» C 232 du 4 octobre 2007)

(2007/C 239/09)

Page 11, «Taux de cofinancement communautaires», au point 2 «LIFE+ Politique et gouvernance en matière d'environnement»: le deuxième tiret est supprimé.

---